



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

CCP	Procédure n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 1/20
-----	---------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	5
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	7
Article 2. Objet du marché	7
Article 3. Description du marché	7
3.1. Type de marché	7
3.2 Procédure de passation	7
3.3 Forme du marché	7
3.4. Montant maximum du marché	7
3.5 Classification CPV	7
3.6. Décomposition en lots	8
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	8
4.1. Période initiale et reconduction	8
4.2. Délai d'exécution des prestations	8
Article 5. Pièces contractuelles	8
IV. PRIX ET REGLEMENTS	9
Article 6. Forme des prix	9
Article 7. Contenu des prix	9
Article 8. Modalités de révision des prix	9
8.1 Modalités de calcul de la révision	9
8.2 Périodicité de la révision	10
8.3. Clause butoir	10
8.4. Clause de sauvegarde	10
Article 9. Commandes sur catalogue	10
Article 10. Avances	11
Article 11. Retenue de garantie	11
Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	11
Article 13. Présentation des demandes de paiement	11
Article 14. Délai de paiement	12
Article 15. Titulaire étranger	12
Article 16. Nantissement et cession de créance	13
V. EXECUTION	13
Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	13
Article 18. Ruptures d'approvisionnement	13

Article 19. Modalités d'émission des bons de commandes	14
Article 20. Livraison des fournitures	14
Article 21. Vérifications quantitatives et qualitatives	15
Article 22. Propriété intellectuelle	16
Article 23. Garantie	16
Article 24. Exécution complémentaire	16
Article 25. Sous-traitance	16
Article 26. Changements affectant le titulaire	16
Article 27. Assurance	16
Article 28. Discretion et confidentialité	17
Article 29. Exclusivité	17
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	17
Article 30. Pénalités	17
Article 31. Résiliation du marché	18
Article 32. Exécution aux frais et risques du titulaire	18
Article 33. Droit applicable et tribunal compétent	19
VII. DEROGATIONS AU CCAG	19
VIII. CLAUSES TECHNIQUES	20
Article 34. Dispositions générales	20
Article 35. : Spécifications par lot	20

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

Le présent marché ne concerne que les établissements suivants :

- CHRU de Tours
- CH de Chinon
- CHIC d'Amboise Château-Renault
- CH de Luynes
- CH de Loches

CCP	Procédure n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 4/20
-----	---------------------------------	-----------

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **Mme MICHENEAU Laurence**
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction des Achats, de la Logistique,
des Approvisionnements, et de la Transition
Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02.47.47.83.93
Courrier électronique : l.micheneau@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **M. LEDIEU Eric**
Téléphone : **02 47 47 47.05**
Courrier électronique : **e.ledieu@chu-tours.fr**

CH CHINON

Référent administratif : **Mme BLANCHET Anita**
Adresse : **Route de Tours**
37500 CHINON
Téléphone : **02 47 93 75 17**
Courrier électronique : a.blanchet@ch-chinon.fr

Référent technique du dossier : **M. Damien CHEVALIER**
Téléphone : **02 47 93 75 67**
Courrier électronique : **d.chevalier@ch-chinon.fr**

CHIC AMBOISE CHATEAU-RENAULT

Référent administratif : Mme Fanny LOUET-DE-ALBUQUERQUE (acheteur service logistique et travaux)
Adresse : Rue des Urselines
37400 AMBOISE
Téléphone : 02 47 47 23 33 18
Courrier électronique : f.dealbuquerque@chicacr.fr

Référent technique du dossier : M. Patrick KERVENIC
Téléphone : 02 47 23 32 85
Courrier électronique : pkervennic@chicacr.fr

CH LUYNES

Référent administratif : M. Thierry BAUDE
Adresse : **CH Jean Pagès – Avenue du Clos Mignot**
Service Restauration
37230 LUYNES
Téléphone : 02 47 55 31 38
Courrier électronique : DSE@chluynes.fr

Référent technique du dossier : Mme LEBOEUF Lucie (Responsable restauration)
Téléphone : 02 47 55 30 30
Courrier électronique : lucie.leboeuf@chluynes.fr

CH LOCHES

Référent administratif : Mme Béatrice HANS
Adresse : **1, Rue du Docteur Paul Martinais**
37600 LOCHES
Téléphone : 02 47 91 33 89
Courrier électronique : beatrice-hans@ch-loches.fr

Référent technique : M. MADRAGORE Raphaël (Responsable restauration)
Adresse : **EHPAD PUY-GIBAUT – 10 Rue Geneviève Chaumeny**
37600 LOCHES
Téléphone : 02 47 91 32 05
Courrier électronique : raphael-madragore@ch-loches.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Cet accord-cadre a pour objet la fourniture de pains et viennoiseries pour les membres de droit du GHT Touraine Val-de-Loire, coordonné par le CHRU de Tours.

Les établissements concernés sont :

- CHRU de TOURS
- CH de CHINON
- CHIC d'AMBOISE CHATEAU-RENAULT
- CH de LUYNES
- CH de LOCHES

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure de l'appel d'offre. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 (procédure formalisée) du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaires'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4. Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est de 2 220 000 € HT. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

CODE CPV	Libellé
15811100-7	Pain.
15811200-8	Petits pains.
15811300-9	Croissants.
15812000-3	Pâtisserie et gâteaux.
15813000-0	Aliments pour petit déjeuner.

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 7/20
---------------	---------------------------	-----------

3.6. Décomposition en lots

Le détail de l'allotissement est précisé à l'annexe 1 du CCTP.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter du 01/01/2026 (ou de la date de notification si postérieure).

La durée initiale du marché est de 12 mois.

Le(s) marché(s) pourra (pourront) être reconduit(s) tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 31/12/2029.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires
- 2- le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes
- 3- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 4- l'offre technique du titulaire
- 5- le catalogue

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Le BPU précise si les frais de port et d'emballage sont compris.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont fermes du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P = P_o [(0,35 \times \text{coefficient MS}) + (0,20 \times \text{coefficient blé tendre}) + (0,20 \times \text{coefficient énergie}) + 0,25]$$

Avec :

P	Prix révisé du marché pour l'année N
Po	Prix initial du marché établi au mois de remise des offres (Mo)
Coefficient MS	Masse salariale suivant l'indice INSEE 010761999 (In/Io)
Coefficient blé tendre	Blé tendre suivant l'indice INSEE 010776773 (In/Io)
Coefficient énergie	Électricité, gaz et autres combustibles Identifiant 001763553 (In/Io)

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010761999#Tableau>

Indice du coût du travail - Coût horaire - Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) - Base 100 en 2020 Identifiant 010761999

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010776773>

Indice mensuel des prix agricoles à la production (IPPAP) - Blé tendre Base 100 en 2020 - Données CVS – Identifiant 010776773

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 9/20
---------------	---------------------------	-----------

Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 04.5 - Électricité, gaz et autres combustibles Identifiant 001763553

8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 6 fois sur la durée du (des) marché(s), selon le calendrier suivant :

- 1^{ère} révision : 01/01/2027
- 2^{ème} révision : 01/07/2027
- 3^{ème} révision : 01/01/2028
- 4^{ème} révision : 01/07/2028
- 5^{ème} révision : 01/01/2029
- 6^{ème} révision : 01/07/2029

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date de prise d'effet à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique
Laurence MICHENEAU
37044 TOURS cedex 9

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 4 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 4 % le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le(s) titulaire(s).

Cette demande doit être accompagnée d'une note ou de tout document permettant de justifier l'évolution du prix.

Le CHRU se réserve le droit de demander au(x) titulaire(s) la production de factures attestant l'augmentation des coûts [les matières premières, la décomposition détaillée des coûts de production, etc...].

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 10 %.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.

Le BPU précise le taux de remise accordé sur catalogue par produit.

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 10/20
---------------	---------------------------	------------

Le catalogue fourni par le titulaire doit comprendre le prix public, le taux de remise et le prix remisé.

Le titulaire pourra faire évoluer le contenu de son catalogue une fois par période de révision. La moyenne d'augmentation du tarif catalogue ne pourra excéder la moyenne d'augmentation du lot par période de révision.

En cas de désaccord sur l'augmentation des prix supérieure à la moyenne d'augmentation du lot, les tarifs du dernier catalogue en vigueur s'appliqueront.

ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours et aux membres du GHT Touraine Val de Loire adhérent à cette consultation sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : SIRET de l'établissement (exemple CHRU de TOURS 26370018900016)
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : HOTEL, ou autres pour les GHT)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à réception de facture.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 12/20
---------------	---------------------------	------------

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution des produits durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) produit(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au CHRU de Tours au minimum 5 jours après l'émission du bon de commande

Il le propose au CHRU de Tours et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le CHRU de Tours donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CHRU de Tours et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter

les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au CHRU de Tours un produit de remplacement sans modification de prix unitaire au minimum 5 jours après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le CHRU de Tours puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du CHRU de Tours, ce dernier rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un représentant des achats de chacun des établissements adhérents à cette consultation ayant reçu délégation de la Direction Générale de chaque GHT (CF annexes 2 à 6 CCP).

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison/le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT
- ✓ les informations concernant la facturation

ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

En cas de quantité manquante à la livraison, le titulaire a l'obligation de prévenir le service qui a passé la commande, de l'indiquer sur le bon de livraison et de mentionner le délai de livraison prévu pour le reste à livrer, et ceci dans les meilleurs délais.

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 14/20
---------------	---------------------------	------------

Le(s) titulaire(s) respectera (respecteront) le conditionnement des produits indiqué dans son (leur) offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande (ou annexes logistiques 2 à 6 du présent CCP). Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation de chaque établissement adhérent.

Les conditions et modalités de livraison sont indiquées dans les annexes logistiques de chacun des adhérents (annexes 2 à 6 du CCP).

En cas de livraison dont le conditionnement n'est pas conforme, le représentant de l'établissement concerné se réserve le droit soit de refuser cette livraison soit de refacturer intégralement au(x) titulaire(s) les coûts de manutention engendrés par la re-palettisation effectuée par les agents du CHRU.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

Lorsque le(s) titulaire(s) ne peut (peuvent) honorer une commande dans sa totalité, il(s) doit (doivent) en informer les représentants des pouvoirs adjudicateurs dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, qui prendra toutes dispositions nécessaires à l'intérêt des représentants concernés en différant la livraison ou en annulant la commande.

En aucun cas la substitution des produits ne sera acceptée sans accord préalable du représentant susmentionné.

Le CHU de Tours envisage de faire évoluer ses modalités de livraison sur le site de Bretonneau pendant l'exécution du présent marché. Plusieurs points de livraisons pourraient être rajoutés. Le cas échéant, après concertation avec le CHU de Tours, le candidat s'engage à faire évoluer ses modalités de livraison pour adapter son circuit de livraison à ces nouveaux points de livraison additionnels.

ARTICLE 21. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

Vérifications qualitatives

Le CHRU de Tours et les membres du GHT disposent d'un délai de 48 heures à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part des membres adhérents dans le

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 15/20
---------------	---------------------------	------------

délai de 48 heures, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux feront l'objet d'une demande d'échange.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 23. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 24. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-4 code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 25. SOUS-TRAITANCE

Sans objet

ARTICLE 26. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 27. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 16/20
---------------	---------------------------	------------

de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 28. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 29. EXCLUSIVITE

Sans objet

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 30. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

En cas de non livraison dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours, il sera appliqué au(x) titulaire(s) une pénalité de 50 euros par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés, cagettes mal entretenues ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

Des pénalités pourront être appliquées en cas d'irrégularité répétées de la qualité du pain, pour les pains blancs comme pour les pains spéciaux : écart important du poids

unitaire, disparité de forme, cuisson insuffisante, résidus de farine en proportion trop importante, etc..

Au bout de 3 remarques sur la qualité par écrit (photos à l'appui), il sera appliqué au titulaire une pénalité de 50 euros par livraison défectueuse.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 31. RESILIATION DU MARCHÉ

31.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

31.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 32. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

32.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de

CHRU de Tours	CCP n° 2025-GHT-HOTEL-145	Page 18/20
---------------	---------------------------	------------

l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

32.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 33. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon commande à la date d'envoi
Article 21	Article 28.2	Vérifications qualitatives
Article 30	Article 14	Pénalités
Article 31	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 31.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 32	Article 45	Exécution aux frais et risques

VIII. CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 34. DISPOSITIONS GENERALES

37.1. Spécifications techniques générales

Tous les produits, conditionnements et emballages, objets du présent marché, répondent aux spécifications en vigueur qui leur sont applicables :

- aux normes françaises et européennes ou équivalentes,
- à toute réglementation française ou communautaire nouvelle en vigueur au moment des achats
- aux définitions techniques des décisions du Groupe Permanent d'Étude des Marchés Restauration Collective et Nutrition (G.E.M.R.C.N.),
- à la réglementation OGM : information de présence.
- aux usages professionnels publiés sous la forme de codes des usages et approuvés par la Direction départementale de la protection des populations (DDPP)
- aux documents descriptifs techniques joints par le titulaire du marché à l'appui de son offre (fiches techniques et fiches de valeur nutritionnelle) et acceptées par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 35. : SPECIFICATIONS PAR LOT

Lot 1 : Pains et viennoiseries fraîches pour le CHRU de Tours

Le pain et la viennoiserie seront livrés chaque matin, y compris les dimanches et jours fériés à l'heure fixée et selon la commande faite la veille, les quantités étant toujours subordonnées exclusivement aux besoins du service.

Deux livraisons par jour seront possibles mais elles ne seront pas exigées.

Les pains seront livrés dans des panières plastiques. Ces panières servant à la manutention journalière des pains devront être mises gracieusement à la disposition de la cuisine réceptionnaire. Si les panières étaient ajourées, une double protection sera exigée.

Les pains seront convenablement travaillés, bien cuits, fournées de moins de 24 heures et devront correspondre au poids et dimensions fixés dans le cahier des charges, faute de quoi l'échange immédiat sera exigé.

Le titulaire du marché veillera au maintien de ses panières plastiques en état permanent de propreté.

Pour les lots 2 à 5, les spécificités sont indiquées dans les fiches logistiques de chaque établissement adhérent (annexes 2 à 6 du CCP).